

les articles et les nombreux changements proposés. La plupart visent à rendre la loi actuelle plus équitable, par exemple en ce qui concerne les appels. Je prétends que le gouvernement a approuvé ces changements parce qu'il avait écouté la population, nos collègues de la Chambre des communes et les sénateurs qui avaient travaillé à l'étude préalable. Nous continuerons demain à entendre ce qu'ils ont à dire de ce projet de loi.

● (1610)

Il n'est pas très juste de dire que nous avons simplement professé l'intention d'écouter les gens; nous les avons effectivement écoutés—en tout cas les députés et le gouvernement ont écouté les gens, et j'en suis heureux.

[Français]

Le leader de l'opposition au Sénat a parlé des problèmes auxquels auront à faire face ceux qui travaillent dans l'usinage de produits préfabriqués. Bien sûr, on s'est fait dire qu'il s'agissait surtout de problèmes d'administration, de procédure, problèmes difficiles à résoudre, tant par Revenu Canada que par la communauté des affaires. C'est la meilleure solution trouvée à ce jour. Si je comprends bien, le gouvernement continue à se pencher sur ce problème et il tentera d'y apporter des solutions.

En 1963, je sais que le gouvernement était au courant du problème, (je ne sais pas si le sénateur MacEachen était ministre des Finances à l'époque.) Au lendemain de son budget, il a tenté d'apporter un soulagement limité dans le cas des contrats à prix fixe. Mais encore là, la façon de déterminer ce qui était taxable ou non, ce qui pouvait faire l'objet de remboursement, était extrêmement compliqué pour Revenu Canada et la communauté des affaires. Alors, c'est pour cette raison que le gouvernement n'a pu faire davantage dans ce cas.

Lorsque le sénateur MacEachen nous parle du secteur de la conservation de l'énergie, dans son for intérieur, il réalise qu'il serait politiquement rentable d'évoquer la nouvelle taxe dans ce secteur. Mais, je pense qu'il doit reconnaître que le problème est pas mal moins aigu à ce moment-ci qu'il ne l'était il y a quelques années. S'il y a eu à un moment donné des raisons valables d'exempter ou d'imposer ces produits à un taux inférieur, la situation ne l'exige peut-être pas autant aujourd'hui.

Je serai certainement au comité des finances nationales demain avec mes collègues et il sera intéressant d'entendre ce que l'Association des comptables agréés nous dira. J'ose espérer que les propos de l'Association des comptables agréés seront assez édifiants. S'il devait y avoir un amendement, ce que je ne souhaite pas, écouté seulement les avocats, les comptables. Je souhaite que l'on ne nous reprochera pas d'écouter seulement les professionnels alors que dans les faits, nous avons écouté la population avant la préparation du projet de loi.

Le sénateur MacEachen a parlé de la guillotine qui aurait été imposée en Chambre après seulement trois jours d'étude. Je pense que ceux-ci n'ont pas inventé, mais ont employé cette méthode à plusieurs reprises ne sont pas de côté-ci de la Chambre. Le gouvernement conservateur actuel n'a pas inventé la guillotine. Cette méthode a été utilisée à plusieurs reprises; c'était presque rendu une habitude dans l'autre Chambre, il y a quelques années, alors que le sénateur MacEachen y était. Mais, je ne lui en tiens pas rigueur.

[Le sénateur Simard.]

De plus, le sénateur MacEachen nous a parlé pendant une dizaine de minutes des propos, des inquiétudes de M. Frazee. Je suis impressionné par les propos et les conseils de M. Frazee. Mais je suis tout aussi désireux d'écouter ce que les autres disent. Je pense que le gouvernement a démontré, dans le passé, qu'il n'écoutait pas seulement les banquiers, les grands acteurs de la scène économique, nationale ou internationale.

Je n'ai réellement pas peur, je ne m'inquiète aucunement du fait que le gouvernement pourrait davantage tenir compte des suggestions de M. Frazee, à savoir les restrictions qu'il voudrait voir dans les programmes sociaux. Je pense que le gouvernement saura équilibrer les suggestions qui lui viennent tant des petites gens, des petits hommes d'affaires ou des banquiers en général.

Le sénateur MacEachen nous parle de la confiance qui semble ne pas avoir été restaurée. Il nous pointe du doigt, nous reproche la crise du dollar et son influence directe sur les taux d'intérêt. Il nous parle aussi des problèmes de l'industrie pétrolière. Je souhaite que, pour quelque temps, le gouvernement actuel pourra continuer et se rendre jusqu'au bout de son plan économique. Je sais que ce n'est pas suffisant, honorables sénateurs, que cela ne contentera probablement jamais le sénateur MacEachen, ancien ministre des Finances d'un autre gouvernement.

En termes de création d'emploi, de réduction du chômage et de l'inflation, je pense que les statistiques récentes indiquent une nette amélioration. Un problème de confiance persiste toujours, j'en conviens. Cependant, ces indices positifs peuvent nous laisser entrevoir des jours meilleurs. Je suis prêt à attendre. Je fais vraiment confiance à la stratégie du gouvernement. Ce ne peut être pire qu'avant 1984, en tous les cas. A une époque, on avait quatre budgets par année. Je ne sais pas si le ministre des Finances du temps succombait aux pressions de M. Frazee, ou d'autres personnes, mais il n'avait pas un grand choix. En fin de compte, cela ne s'est pas avéré un succès économique ou politique important.

● (1620)

A ce sujet, j'aimerais réitérer ma confiance personnelle et celle de mes collègues à l'endroit du plan économique du gouvernement. J'invite les gens d'en face à accorder quelques mois au gouvernement. Je pense que les Canadiens sont prêts à faire confiance au gouvernement actuel. Certains aimeraient plaider ou se faire le protecteur de tous ceux qui ne veulent pas être taxés. On en a été témoin l'an passé lorsqu'il a été question d'apporter certaines modifications au programme des allocations familiales et des pensions de vieillesse. Lorsqu'on a étudié en comité le projet de loi, ou le *Livre vert* sur les institutions financières, (je pense qu'il s'agissait du projet de loi C-80) on a pensé à imposer une taxe minimale aux banques, mais des gens de l'autre côté, après avoir pris la défense des assistés sociaux, des allocations familiales, des étudiants, etc. se sont sentis obligés de venir à la rescousse de la Banque royale et de la Banque de Montréal, comme si le problème existant devrait continuer à exister éternellement, sans que l'on tente d'y apporter des solutions. Je pense que les programmes sociaux du gouvernement sont sérieux, dans la mesure de nos moyens. J'invite les gens de l'autre côté à lui donner une chance. Je pense que les Canadiens sont suffisamment adultes, et, ayant pris une décision en septembre 84, ils voudront lui